

VA  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
 DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ  
 SYNDICAL DU 28 SEPTEMBRE 2020**

Envoyé en préfecture le 01/10/2020	
Reçu en préfecture le 01/10/2020	
Nombre	84
Quorum	43
Présents	43
Pouvoirs	6
Votants	69
Abstentions	0
Suffrages exprimés	69
Majorité requise	35
Pour	68
Blancs	0

**OBJET : 9. DÉLÉGATIONS DONNÉES AU PRÉSIDENT**

L'an deux mille vingt, le vingt-huit du mois de septembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITÉ SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat, 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sur la convocation qui leur a été adressée par le président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération les délégués suivants :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
BETTING Dominique	LES ASSIONS	x	
CONSTANT Bernard	BALAZUC	x	
FERRIER Dominique	BANNE	x	
BADAROUX LAFFONT Julie	BEAULIEU	suppléée	DOS SANTOS Christine
BALMELLE Robert	BERRIAS ET CASTELJAU	x	
AMIEL Alexandra	CHANDOLAS	x	
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	x	
KOB Wilfrid	CHASSIERS	x	
TUAILLON Alain	CHAUZON		
LINAIS Julien	CHAZEAX	x	
CHAUDANSON Christian	FABRAS	x	
PASCAL Jean	FAUGERES	x	
MARHIC Daniel	GROSPIERRES		
LEYNAUD Jean-Marc	JOANNAS	suppléé	ODDES Clément
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	x	
PONTHIER Jean-Yves	LABEGUDE	x	
GROS Cyril	LABEGUDE	x	
GENEST Sandrine	LACHAPELLE S/S AUBENAS	Pouvoir à	BALAZUC Thierry
BALAZUC thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	x	
VEOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE	x	
LE TOQUIN Stéphanie	LALEVADE D'ARDECHE	x	
LACROIX Bernard	LARGENTIERE	x	
VILLALONGA Jérémy	LARGENTIERE	x	
DEROUDILHE François	LAURAC EN VIVARAIS	x	
DAVO Jean-François	LAURAC EN VIVARAIS		
HOURS André	MALBOSC	x	
BRUN Marc	MEYRAS	x	
KRASOUSKY Bruno	MONTREAL	x	
DURAND Jean-Luc	PONT DE LABEAUME	x	
LAURIOL Samuel	PRADONS	Pouvoir à	PASCAL Jean
BONNAUD Jean-Claude	PRUNET	suppléé	CAFFIAUX Christophe
AUDIBERT François	RIBES		
IMBERT Guy	ROCHER	x	
CAMPO Hervé	ROCLES		
BEDAGUE Gery	ROSIERES	x	
POUGET Eric	ROSIERES	suppléé	CHARBONNEYRE Anthony
DE LA FONTAINE Pierre	RUOMS	Pouvoir à	CARON Christian
CARON Christian	RUOMS	x	
BESANCENOT thierry	RUOMS	x	
LUCENAY Jean-Claude	ST ALBAN AURIOLLES	x	
PHILIPPEAU Patrick	ST ALBAN AURIOLLES	x	
MARIJON David	ST ANDEOL DE VALS		
GARRIDO Jean-Manuel	ST ANDRE DE CRUZIERES	x	
LLORCA Patricia	ST JULIEN DU SERRE	x	
MINJOULAT-REY Claude	ST PIERRE DE COLOMBIER		
MERINE Philippe	ST PRIVAT	x	
ROURISSOL Denis	ST PRIVAT	Pouvoir à	MERINE Philippe

CHABRY Christophe	SAMPZON	x	Envoyé en préfecture le 01/10/2020
DEGUILHEM Arnaud	SANILHAC	x	Reçu en préfecture le 01/10/2020
BANCHET Marie-Claire	TAURIERS	x	Affiché le
GANDON Christian	UCEL	x	ID : 007-250700267-20200928-2020CS090024-DE
BOYER Joël	UCEL	x	
GIAUFRET Hervé	UCEL		
PERRIER Bernard	UZER		
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	x	
LACROTTE Robert	VALS-LES-BAINS	x	
EL FARKH Marie	VALS-LES-BAINS	Pouvoir à	Patrick ARCHIMBAUD
CHEREL Xavier	VERNON		
GRASSET Guillaume	VINEZAC	x	
BOISSIN Odile	VINEZAC	x	
CHASTAGNIER Geneviève	CDC Pays Beaume-Drobie	x	
AUDIBERT François	CDC Pays Beaume-Drobie		
GARCIA Denise	CDC GORGES DE L'ARDECHE		
CLEMENT Nicolas	CDC GORGES DE L'ARDECHE	x	
GARRIDO Jean-Manuel	CDC Pays des Vans en Cévennes	x	
BALMELLE Robert	CDC Pays des Vans en Cévennes	x	
BOYER Joël	CDC BASSIN D'AUBENAS	x	
GROS Cyril	CDC BASSIN D'AUBENAS	x	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	x	
GINEVRA Stéphane	CHIROLS	x	
MAISONNEUVE Patrick	FONS		
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	x	
PANTOUSTIER Brigitte	JOYEUSE	x	
COROMINA Jean	VALLON PONT D'ARC	x	
GIMENEZ Jacques	VALLON PONT D'ARC	x	
DIVOL Max	VALLON PONT D'ARC	Pouvoir à	COROMINA Jean
MARRON Jacques	SIAEP BARJAC	x	
UGHETTO René	SIAEP BARJAC		
AGERON Claude	SIAEP BARJAC	Suppléé	PASCAL Robert
BACCONNIER J-Claude	SIVOM Olivier de Serres	x	
FALLOT Joseph	SIVOM Olivier de Serres	x	
GLADIEUX J-Pierre	SIVOM Olivier de Serres		excusé
CROS Michaël	SIVOM Olivier de Serres	x	
COMPERE Philippe	SIAE ST ETIENNE ST SERNIN	x	

Le secrétaire de séance est : M. Anthony CHARBONNEYRE, benjamin de l'assemblée.

## **OBJET : 9. DÉLÉGATIONS DONNÉES AU PRÉSIDENT**

Envoyé en préfecture le 01/10/2020

Reçu en préfecture le 01/10/2020

Affiché le



ID : 007-250700267-20200928-2020CS090024-DE

L'article L.5211-9 du C.G.C.T. liste les pouvoirs propres du président. L'article L.5211-10 du même code précise que « *le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant* » à l'exception des domaines qui restent réservés au comité syndical.

Dans ce contexte législatif, le comité syndical sera appelé à accorder au président des délégations de pouvoir. Les délégations suivantes seront proposées :

1. intenter au nom du syndicat les actions en justice ou défendre le syndicat dans les actions intentées contre lui, pour le compte de la collectivité elle-même, et transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 euros ;
2. arrêter et modifier l'affectation des propriétés syndicales utilisées par les services publics syndicaux et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés du syndicat ;
3. procéder à la signature des documents relatifs à l'acquisition du foncier strictement nécessaire à la réalisation des programmes d'investissement et à l'exploitation des services publics syndicaux, en respect des décisions prises en bureau syndical ;
4. engager les procédures d'expropriation, transmettre tous les dossiers correspondants à l'autorité compétente, assurer la publicité des enquêtes et prononcer leur clôture, assurer la publicité de la déclaration ou de la servitude d'utilité publique, solliciter auprès de l'autorité compétente la prorogation des effets de la déclaration ou de la servitude d'utilité publique, approuver la déclaration de projet ; de manière générale, solliciter l'autorité compétente pour la mise en œuvre de chacune des étapes de la procédure d'expropriation ;
5. fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux, le montant des offres du syndicat à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes et payer les indemnités fixées par le juge de l'expropriation ;
6. négocier et mettre en œuvre les indemnités forfaitaires et libératoires pour servitudes de passage de canalisations ou ouvrages publics en terrains privés, et procéder à la consignation et à la déconsignation des sommes correspondantes ;
7. décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
8. passer les contrats d'assurance, dans le respect des règles de la commande publique, et accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
9. désigner, dans le respect des règles de la commande publique, les avocats, notaires, avoués, huissiers de justice, experts, géomètres et entreprises de contrôle des réseaux, fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires ;
10. décider de l'acquisition et/ou de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 10.000 € hors taxes ;
11. signer les conventions financières sur investissements avec les collectivités adhérentes, collectivités tierces ou toute autre personne morale ou physique ;
12. accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
13. créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services syndicaux ;
14. accorder les dégrèvements aux abonnés en cas de surconsommation consécutive à une fuite après compteur, dans la limite posée par les règlements de services et dans le respect de la réglementation en vigueur ;
15. déroger à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat pour les fonds qui proviennent de libéralités, de l'aliénation d'un élément du patrimoine, d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité, et de recettes exceptionnelles dont la liste est fixée par décret en conseil d'Etat ;
16. procéder, dans les limites des crédits inscrits aux budgets, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus aux budgets, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture de risque de taux et de change, ainsi que prendre les décisions mentionnées au a de l'article L.2221-5-1 du C.G.C.T., sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires (ce dernier point concerne la gestion des fonds des régies d'exploitation). Cette délégation englobe en particulier le choix des meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser, après avoir recueilli l'avis de la commission consultative permanente des finances ;
17. réaliser des lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 500 000 euros ;

18. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des membres du syndicat et ce sans limite ;
19. autoriser, au nom du syndicat, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont il est membre ;
20. demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;
21. procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens syndicaux ;
22. procéder aux embauches temporaires sous la forme intérimaire, dans les conditions décrites à l'article 21 de la loi n°2009-972 et de sa transcription dans le code du travail (article L.1251-60) ;
23. signer les conventions pour l'accueil de stagiaires du secondaire, de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle continue ;
24. procéder à la création des nouveaux postes et aux recrutements des agents des régies d'exploitation, après avoir recueilli l'avis du président du conseil d'exploitation des régies ;
25. signer les conventions de transfert des comptes épargnes temps en cas de mutation ou de détachement ;
26. admettre en non-valeur les créances irrécouvrables qui lui sont présentées par le comptable public jusqu'à 150 euros cumulés par redevable (inclus) ;
27. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres jusqu'à 40 000 euros hors taxes par marché et de leurs avenants, dans la limite des crédits inscrits au budget.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME  
Le président du syndicat,

Jean PASCAL